

## Exclusion, arbitraire, brutalité, misère, violence, voilà les véritables moteurs de la révolte !

Soumis par Edouard Mavitriky  
28-04-2007

Ce qui devait arriver arriva ! La situation explosive à Tuléar n'est pas le fruit du hasard et n'est, dans l'absolu, que la réponse légitime des « opprimés » face à leurs oppresseurs, c'est-à-dire le régime de Marc Ravalomanana et toute sa clique d'exécutants bornés et fanatisés.

Difficile aujourd'hui de justifier et d'expliquer la victoire du OUI lors du référendum dans cette région. Comment se fait-il qu'il y a à peine quelques semaines, les membres du gouvernement se targuaient d'avoir inversé la tendance plutôt tournée vers l'opposition de cette région, alors que depuis trois jours, c'est l'affrontement sanglant qui prédomine dans la même région.

Des morts, des blessés par balles, c'est effectivement la meilleure preuve que Tuléar est rentré dans le giron de la mouvance présidentielle. Arrêtons là tout de suite les mystifications et remettons les points sur les « i ».

Premièrement, le OUI n'a en aucun cas gagné dans cette région, ni d'ailleurs dans les autres régions, exceptée peut-être à Antananarivo. Secundo, ces manifestations un peu partout dans l'île, sont la preuve que le malaise est profond et que le degré d'écoeurement a atteint son paroxysme et n'est pas prêt de retomber.

La clique de Marc Ravalomanana, les journalistes en tête, et notamment ceux du Quotidien, de l'Express, de Midi Madagasikara, de Aody et des Nouvelles n'ont visiblement pas pris la mesure de la souffrance engendrée par cinq années de misères, depuis que leur champion s'est emparé par la force du pouvoir.

Leur première réaction, c'est de se replier dans un réflexe identitaire répugnant. Qu'ils aient le pouvoir entre les mains ou qu'ils le disputent aux autres, de toute façon, les « Merina » sont, selon ses journalistes, toujours les « pauvres victimes ». À ce propos, pourquoi ne se sont-ils pas encore posé la question de savoir si finalement, le problème ne venait pas tout simplement d'eux ?

Évidemment que non ! Car ce qu'ils considèrent comme un comportement normal, une posture normale, n'a en fait rien de normal. Tout ce qu'ils entreprennent, toutes les relations qu'ils nouent avec les autres, ils le font toujours dans un rapport de dominant envers des dominés. Chez eux cela est quasiment culturel et remonte à de vieilles traditions monarchiques que la proclamation de la République de Madagascar, n'a pas réussie à défaire.

Antananarivo est leur bastion et ils ne se privent pas de le faire savoir et de le rappeler lourdement dès que l'occasion se présente. D'ailleurs n'y en a-t-il pas tout le temps que pour Antananarivo ? Tout y est concentré, le pouvoir économique et politique, aux autres on accorde les bribes, les miettes. Peu importe que la population meurt de faim dans le Sud du pays, peu importe les destructions dues aux graves intempéries dans le Nord ; la priorité c'est Antananarivo, ses rocares, ses by-pass, des réalisations budgétivores et complètement inutiles dans un contexte socioéconomique frôlant le chaos.

Non content d'écraser économiquement et socialement le reste de la population, les théoriciens du désordre emmurés dans leur capitale s'emploient, quotidiennement et méthodiquement, à éliminer, une par une, les élites issues des autres régions. Les médias précédemment cités ne sont pas en reste et se délectent de leurs écrits assassins. Leurs mensonges sont parfois gros comme des maisons, mais comme jamais personne ne les contredit, ils se croient à l'abri de la critique. D'ailleurs comment pourrait-on réagir quand les seuls médias disponibles sont entre les mains soit du pouvoir, soit entre les mains des collabos qui défendent, bec et ongle, le fait d'appartenir à la même fratrie.

On peut citer pour exemple ce qu'écrivent les chroniqueurs de l'Express à propos des émeutes de Tuléar : « Pour une fois, les Karana (les Indiens, Hindous, Pakistanais), pourtant qualifiés de capitalistes immigrés, n'ont pas été la cible de la vindicte populaire ». C'est là le summum de la bêtise et l'expression même de ce relent de xénophobie héréditaire qui habite ces irresponsables.

Encore une fois, il faut donc laisser tranquille les Merina et diriger l'explosion de violence vers les immigrés, les étrangers. Manque de chance et raté de la propagande du régime, la population sait qui est véritablement à l'origine de son désarroi.

Que l'on sache, ce ne sont pas les Karana ou encore les Chinois ou les Comoriens qui sont au pouvoir, et même si cela avait été le cas, ils n'auraient certainement pas la même arrogance et la désinvolture que le clan Ravalomanana. D'ailleurs ces immigrés ne sont-ils pas sur le plan économique les premiers concurrents des hordes de « pseudos commerçants » quotidiennement parachutés de la Capitale. N'ont-ils pas aussi été les victimes de la répression économique de Marc Ravalomanana qui voit en ces gens des freins à l'hégémonie du groupe TIKO. Et pour finir, la nouvelle Constitution n'a-t-elle pas accouché d'un article précisément écrit

dans le but d'écarter définitivement les métisses et les Malgaches d'origines étrangères de toute fonction élective.

Par ailleurs, il est urgent de prendre conscience que le degré de haine et d'animosité ont franchi un cap rarement atteint. Ces ressentiments légitimes sont proportionnels aux abus divers et variés dont les populations des provinces sont les victimes. Le régime de Marc Ravalomanana ne peut indéfiniment continuer dans cette voie. Il doit reconnaître son échec à réaliser l'unité nationale, notion qui, semble-t-il, n'a aucune considération dans leur façon de diriger le pays. La seule chose que ces gens comprennent, c'est la domination et par la force le plus souvent.

C'est pourquoi face à la sophistication et à la perfidie de ses oppresseurs, les populations des provinces n'ont donc plus d'autres choix que d'opposer ce qu'ils ont en eux, c'est-à-dire, la force des poings et le sentiment d'être les éternels boucs émissaires de la mauvaise gouvernance d'un régime complètement déconnecté de la réalité.

La violence est un acte condamnable, et on peut y opposer le respect, mais à l'adresse de Marc Ravalomanana et de sa clique, le respect doit être un acte et un sentiment réciproques. Il faut donc commencer par respecter le choix des citoyens lorsqu'ils vont aux urnes. Il faut également respecter le droit des opposants à s'exprimer. Il faut également respecter les droits de l'homme et à ce titre, libérer tous les prisonniers politiques et laisser les exilés rentrer au pays. Il faut également respecter le droit de chacun de pratiquer la religion qui lui convient, ou de ne pas pratiquer, en somme de rétablir la laïcité dans les principes fondamentaux inscrits dans la Constitution. Toutes ces formes d'exclusion sont le moteur de la révolte, ce sont eux qui alimentent les rancœurs et la haine et en définitive, divisent également la population.

De plus, Madagascar n'appartient pas à Marc Ravalomanana ni à sa clique, ils n'ont ni le monopole de l'histoire ni celui du développement de ce pays. Ils n'ont pas à imposer par la force leurs projets, surtout quand le reste de la population n'a pas été consulté et correctement informé de ceux-ci.

Ailleurs dans le monde et même dans les pays démocratiques, les mouvements de protestation sont quotidiens, mais il n'y a qu'à Madagascar qu'un groupe particulier, qui par-dessus le marché s'adjuge tous les pouvoirs, se dit l'éternel victime de propos et d'actes à consonance ethnique.

Il est grand temps que cela cesse, comme doit cesser l'arbitraire, la violence et la brutalité. Les seuls responsables du chaos sont le régime de Marc Ravalomanana et, en tête, toute la clique d'irresponsables qui l'entoure. Mavitriky Edouard